

dans sa pensée il voyait tout le canton d'Ops couvert de bons chemins en très peu de temps. Dans une lettre particulière à sir George Murray, en date du mois d'août suivant, il continua de pousser son projet, supposant que les terres vendues à la Compagnie du Canada reviendraient à la Couronne à cause de la non-exécution des conditions. "Si", disait-il, "toute la propriété revient à la Couronne, un million d'acres divisé en lots de 100 acres chacun et concédés, à certaines conditions, à des émigrants pauvres, en réservant chaque lot alternatif pour le vendre, le gouvernement placerait cinq mille indigents sur 500,000 acres et gagnerait, en suivant le système, £125,000 en cinq ans." La chose n'est pas très exacte, mais sir John voulait évidemment dire que chaque famille au chef de laquelle on concéderait 100 acres, se composait de cinq personnes, ce qui ferait 5,000 chefs de famille recevant 100 acres chacun. Il proposait de plus que chaque chef de famille fut placé avec sa famille sur son lot et qu'on lui fournit des vivres et des moyens jusqu'à concurrence de £10 cours courant, pour chaque membre individuel, et dont £5 remboursables en cinq ans, et au parfait paiement de cette somme il devait avoir le droit de recevoir son titre. Les £250,000 requis pour placer et aider les colons seraient remboursés, calculait-il, en cinq années par la vente des lots réservés, et l'on toucherait £125,000 des colons fixés sur les autres lots.

En novembre de la même année (1829) il se plaignit, en tant que la réticence officielle le permettait, qu'il avait été obligé de cesser ses plans de colonisation pour la raison dite par le secrétaire pour les Colonies, qu'il ne pouvait sanctionner une innovation qui pourrait conduire à des dépenses illimitées. En réponse à cela, sir John fit remarquer qu'à Ops il avait établi 60 familles au prix de £400 pour des maisons en tronc d'arbres, pour des vivres et pour la surveillance. Les deux premiers versements feraient plus que couvrir cette dépense, et la totalité des versements faits de ce chef par les colons entre les mains du gouvernement en cinq ans s'élèverait à £1,200, sans parler de la plus-value acquise par les réserves de la Couronne à cause de cette colonisation. Relativement aux colons de Lanark, il dit que, bien qu'on les ait établis sur de mauvaises terres, ils étaient prêts à payer la valeur actuelle de leurs lots pour diminuer leur dette. Les réserves du clergé se vendaient de 17 à 20 shélings l'acre, les acquéreurs étant des cultivateurs fixés dans des cantons bien colonisés, qui achetaient des terres pour leurs fils près de leur propre propriété. Les colons de Lanark étaient, avant d'acheter, sous l'impression que chacun de leurs enfants avait droit à une concession de 100 acres à leur majorité, mais le juge en chef Robinson, à qui la question fut soumise, déclara que les seules familles ayant droit à ce privilège étaient celles des loyalistes de l'Empire-Uni. Les colons admirèrent eux-mêmes que les conditions auxquelles ils avaient émigré ne contenaient aucune disposition de ce genre.

Dans la même dépêche de sir John Colborne, dont on a déjà parlé (25 novembre), il fait l'exposé du plan adopté par le colonel Talbot pour faire payer les colons établis sur son domaine et parle des misères amenées par un système différent; il ajoute: "La plupart des colons du district de l'Ouest ont essuyé bien des souffrances et des misères les deux premières années, bien qu'ils aient été aidés de temps à autre par le colonel Talbot." (Q. 352, page 237.) La confiance de sir John Colborne dans les avantages de son propre système et l'avenir d'Ops, si on lui eût laissé la liberté d'agir, comme on aurait dû le faire selon lui, était sans borne. Par son système, sou-